

FGM CFDT FEDERATION GENERALE DE LA METALLURGIE

# bulletin du militant



5-74

# Editorial

## UN ELAN FAVORABLE

Lorsque paraîtra ce B.M., le premier tour des élections présidentielles aura eu lieu. Sans préjuger du résultat final, nous pouvons affirmer que la décision claire, prise par la C.F.D.T., de mobiliser l'ensemble de ses organisations afin d'assurer la victoire du candidat de la gauche, aura contribué sans nul doute à l'effort de l'ensemble des forces populaires allant dans le même sens. Si la mort subite du Président de la République et la campagne électorale qui a suivi sont intervenues à un moment où la montée des luttes, et particulièrement dans la métallurgie, concrétisait la volonté des travailleurs à ne plus subir les effets catastrophiques de la crise, et à voir satisfaites leurs revendications, la C.F.D.T. n'a pas demandé aux travailleurs de freiner l'action, bien au contraire.

Deux raisons à cela :

- ne pas laisser le patronat et le gouvernement développer leur politique d'austérité au détriment des travailleurs,
- créer les conditions d'une dynamique de changement.

La C.F.D.T. n'attend pas pour autant de l'élection d'un président de gauche, la solution à tous les problèmes des travailleurs ; néanmoins elle a estimé que la période était propice à amorcer des changements fondamentaux grâce à l'élection du candidat de la gauche.

La candidature unique à l'ensemble des forces populaires a créé un grand espoir chez les travailleurs. Parce que la C.F.D.T. a su prendre en compte cette aspiration, elle a suscité autour de ses positions et de son action, l'intérêt grandissant des travailleurs. Il dépend de nous que cet intérêt se concrétise par **l'adhésion effective à notre organisation.**

Par-delà l'élection présidentielle, quel qu'en soit le résultat, l'action syndicale doit continuer. D'abord, pour la satisfaction des revendications immédiates, mais aussi pour rendre durable le **processus unitaire entre les forces populaires, autour d'un projet socialiste.**

Il continuera de dépendre de la C.F.D.T. que ce projet prenne en compte les options fondamentales du socialisme autogestionnaire qu'elle a défini.

C'est par l'action que la C.F.D.T. entend donner aux travailleurs et au peuple le pouvoir de modifier les rapports sociaux, de gérer leurs intérêts, et d'orienter leur avenir.

Pour cela, et pour que nos idées soient de plus en plus véhiculées, discutées et partagées par un nombre toujours plus grand de travailleurs, il est indispensable de renforcer notre organisation par un recrutement massif.

Pour la F.G.M., les résultats positifs enregistrés lors des précédentes campagnes de syndicalisation ainsi que la progression aux élections professionnelles de ces derniers mois, prouvent que cela est possible.

La période actuelle doit nous inciter à redoubler nos efforts dans ce sens.

LE SECRETARIAT NATIONAL

**pour**  
les libertés  
syndicales & politiques

**pour**  
la satisfaction durable  
des revendications

**pour**  
une transformation  
profonde de la société

**poursuivons**  
**l'action syndicale**  
**assurons**  
**la victoire**  
du candidat  
**de toute la gauche**

**cfdt**

# La CFDT dans un combat politique

« Le Conseil National se félicite de ce que les conditions aient été réunies pour faire de la candidature de François MITTERRAND la candidature unique dans laquelle se reconnaissent l'ensemble des forces de la gauche syndicale et politique ; candidature qui marque, dans les circonstances présentes, la convergence des deux courants qui existent dans le socialisme français. Elle répond, pour l'échéance actuelle, à notre volonté de créer une Union des Forces Populaires. Elle peut créer une dynamique nouvelle et amorcer un déblocage économique, social et politique.

Tout doit donc être mis en œuvre pour que cette candidature conserve sa signification première, qui est bien celle de la prise en charge des acquis de toute la gauche : ceux du mouvement syndical, ceux des forces autogestionnaires et ceux du programme commun du gouvernement.

L'Union des Forces Populaires prend ainsi son véritable sens : elle n'est pas d'abord une alliance électorale, elle exprime avant tout

une dynamique de mobilisation et de changement pour renverser le rapport des forces et créer les conditions de transformations sociales. »

C'est en ces termes que le Conseil National de la C.F.D.T. du 11 avril, réaffirmant la position du Bureau National, a confirmé l'appui et l'engagement de notre organisation pour assurer le succès du candidat de la gauche, François MITTERRAND, aux élections présidentielles. La F.G.M. a soutenu cette position.

## UNE POSITION HISTORIQUE

Cette prise de position est en effet historique car s'est la première fois, dans son histoire, que la C.F.D.T. s'engage aussi massivement dans une bataille politique.

Cet engagement correspond cependant à une logique de prises de position depuis plusieurs années.

Nous nous sommes, depuis des années, déclarés anti-capitalistes parce que notre analyse de la situation des travailleurs nous a démontré dans les faits, dans la vie, tout ce que cette société engendrait, entretenait comme injustices et inégalités, tout le risque aussi qu'elle fait peser sur nos libertés, les rognant chaque fois que la vigilance des travailleurs était prise en défaut.

Déclarer vouloir lutter pour faire disparaître la société capitaliste pour la remplacer par une société socialiste autogestionnaire est une chose, mais pour se comporter en organisation responsable, la C.F.D.T. devrait rechercher les moyens d'y arriver.

## L'UNION DES FORCES POPULAIRES

La C.F.D.T. a adopté, lors du Conseil National de Janvier, un document qui précise comment elle entend, comme organisation syndicale, contribuer à la mise en place de moyens qui permettraient de passer au socialisme.

Dans ce document, la C.F.D.T. fait l'analyse de la crise du régime et de la crise politique au sein de la majorité au pouvoir. La mort du Président Pompidou permet de mesurer combien cette crise était réelle car les divisions de la majorité sont apparues au grand jour.

La C.F.D.T. précise que, pour parvenir à l'union des forces populaires, elle entend discuter avec ses partenaires syndicaux des objectifs et des moyens pour parvenir au socialisme.

Ce débat doit conduire à la mise au point d'une plate-forme intersyndicale d'objectifs de transformation conduisant au socialisme correspondant aux aspirations et aux luttes des millions de travailleurs.

A partir de cette plate-forme, la discussion nécessaire avec les partis de gauche aurait permis de faire apparaître les convergences entre le syndicalisme et la politique.

« A partir de ce constat, les organisations syndicales tireront les conséquences qui leur paraissent opportunes pour mener leur action propre en toute autonomie en fonction de leur responsabilité spécifique : élaboration des revendications, conduite des luttes, négociation...

De même, pour ce qui les concerne, les partis politiques pourront traduire dans leur programme de gouvernement et dans leur action politique les propositions qu'ils estimeront pouvoir mettre en œuvre. En effet, l'établissement d'un programme de gouvernement relève de la fonction exclusive des partis. Un tel programme ne peut donc être le moyen d'union de toutes les forces populaires, car la nature d'une organisation syndicale n'est pas de gouverner, mais de porter à tout moment les aspirations des travailleurs, de transformer à tout moment les rapports sociaux et les mentalités, d'agir en permanence pour le dépassement des limites des institutions et structures existantes. »

## L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 5 MAI

Il est incontestable que l'élection anticipée du Président de la République a accéléré le processus unitaire de la gauche française.

Il est non moins incontestable que, parce qu'elle avait des positions claires et connues de tous ses partenaires dans la gauche, que la C.F.D.T. a pu prendre sa place dans cette bataille politique.

François MITTERRAND a déclaré dans son premier discours au Congrès Socialiste, qu'il représentait bien les deux courants du socialisme français, celui réuni autour du programme commun et celui du socialisme autogestionnaire. Cette candidature reposait donc bien sur les bases de l'Union des forces populaires que nous avons nous-mêmes définies.

## NOS RESPONSABILITES

Aujourd'hui, elles sont claires : tout faire pour que François MITTERRAND batte la droite aux élections.

Mais elles sont aussi importantes demain, en cas de victoire ; pour que la signification de la candidature de François MITTERRAND conserve sa « signification » qui est bien la prise en charge des acquis de toute la gauche, ceux du mouvement syndical, ceux des forces autogestionnaires et ceux du programme commun.

# POUR DEVELOPPER L'ACTION AU PLAN EUROPEEN



**UNE REUNION IMPORTANTE  
DES FEDERATIONS  
ITALIENNES ET FRANÇAISES  
DE LA METALLURGIE**

Dans le cadre de leurs rapports de coopération et d'action, les Fédérations de la métallurgie d'Italie et de France (F.L.M. (1) - F.T.M. /C.G.T. - F.G.M. /C.F.D.T.) se sont rencontrées à Rome du 26 au 28 février, au niveau de leurs secrétariats nationaux respectifs.

La F.G.M. y était représentée par Jacques CHEREQUE, Albert MERCIER, Michel BOURSET et Roger BRIESCH.

Au cours de cette rencontre, outre l'analyse de la situation aboutissant à des décisions concrètes, nous avons fait le point sur l'état de nos relations, pris des décisions en ce qui concerne des initiatives spécifiques, que ce soit au niveau des sociétés multinationales, de branches industrielles ou encore sur des aspects particuliers, tels que l'immigration. Cette importante réunion a été conclue par une déclaration commune reprenant l'ensemble des points ainsi qu'un communiqué concernant la répression au Chili et au Brésil.

Dans ce B.M., vous trouverez l'essentiel de l'analyse et des décisions prises au cours de cette rencontre.

## CE QUI CARACTERISE LA SITUATION INTERNATIONALE

L'analyse de la situation dans nos deux pays, aussi bien qu'au niveau européen, montre que la crise énergétique n'est qu'un aspect nouveau et plus aigu d'une situation économique internationale, qui déjà depuis plusieurs années, se manifeste par une crise monétaire grave, une poussée inflationniste croissante et aussi par une contradiction toujours plus marquée entre la politique et les intérêts des pays capitalistes et ceux de l'ensemble des pays en voie de développement.

Cette crise, qui touche aux rouages mêmes de l'économie capitaliste mondiale, est utilisée par les Etats-Unis afin de renforcer leur hégémonie sur l'économie internationale.

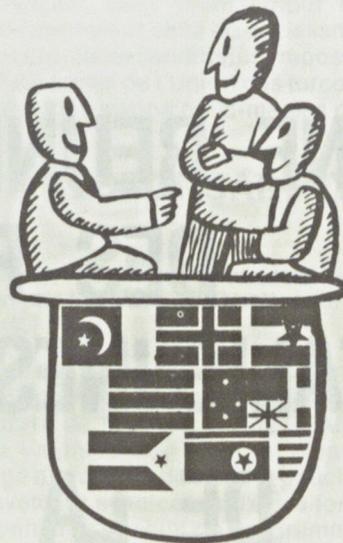
(1) F.L.M.: Fédération Unifiée des Métallurgistes Italiens qui regroupe F.I.M./C.I.S.L. - U.I.L.M./U.I.L. - F.I.O.M./C.G.I.L.

Pour surmonter cette crise, le capitalisme international tente, une fois encore, d'en faire supporter le poids par la collectivité.

La solution que proposent les patronats et les gouvernements est claire : **Elle se fonde sur une inflation qui frappe le pouvoir d'achat, vise à réduire la consommation intérieure pour favoriser l'exportation et la recherche maximum du profit. Le but recherché conduit à une vaste restructuration et à une concentration internationale ultérieure de la production industrielle.** Ces solutions tendent à affaiblir la capacité d'action du mouvement syndical, pour permettre notamment au capitalisme d'utiliser la main-d'œuvre au gré de sa politique.

Ces efforts pour maintenir un mode de développement capitaliste, que les faits eux-mêmes remettent en cause, retombent sur toutes les couches travailleuses, auxquelles on demande de supporter les frais des solutions patronales de la crise en cours.

**Cette attaque délibérée au pouvoir d'achat, cette aggravation sensible des conditions de travail,** ces atteintes au niveau de l'emploi ont des dimensions internationales et de longue portée. En Europe, les gouvernements peuvent adopter des positions différentes et mêmes divergentes, mais le fond de leur politique économique et sociale est le même partout.





## COMMENT CELA SE TRADUIT CONCRÈTEMENT DANS LES PAYS CAPITALISTES

C'est l'appel à « l'union nationale sacrée », appelant les salariés à travailler plus et plus vite, à accepter les limitations de salaires, la remise en cause de leur emploi, l'aggravation des conditions de travail, la remise en cause des droits syndicaux, etc...

Pour assurer leur coup, ils utilisent un moyen qui a fait recette : la division ! tentant d'accroître les clivages entre les travailleurs des différents pays.

L'explication est la même partout, la situation intérieure n'est pas brillante, mais c'est encore pire chez nos voisins ; notre place sur le marché international est précaire, mais grâce à l'effort et à la compréhension de tous, nous pouvons surmonter ce handicap, et, bien sûr

il faut toujours mettre en relief que ce sont les autres qui sont responsables de la crise.

C'est ainsi que, pour prendre l'exemple de la France, cela se traduit par les 13 mois de production en 12 prônés par GISCARD D'ESTAING qui s'accompagne, évidemment, par une aggravation des conditions de travail.

C'est le durcissement patronal dans les négociations à tous les niveaux et sur tous les problèmes, statut unique, durée du travail, conditions de travail, grille de classifications, salaires, libertés syndicales.

L'U.I.M.M. en est revenue à des pratiques où, niant les réalités, elle refuse ne serait-ce que de tenir ses engagements (la mensualisation par exemple) et cela, malheureusement, avec la complicité de certaines organisations syndicales.

C'est le recours à l'inflation plus de 15 % prévisibles pour 1974) tout en tentant de limiter les augmentations des salaires, dans le but de réduire le pouvoir d'achat des salariés et par conséquent, la consommation intérieure, élément fondamental pour la réussite du plan patronal et gouvernemental.

C'est la décision de laisser flotter le franc, ce qui constitue une dévaluation de fait, contribuant à accélérer l'inflation avec toutes les conséquences décrites ci-dessus.

C'est le chantage à l'emploi.

C'est aussi, et surtout, le silence sur les bénéfices extraordinaires réalisés en 1973 que le patronat veut maintenir et développer à tout prix et en faisant supporter le poids aux différentes couches de travailleurs.

Cette situation se retrouve à des degrés divers dans les différents pays. Il appartient donc au syndicalisme international de prendre les moyens pour faire échec aux visées du capitalisme international.

## QUELLE PEUT ETRE LA RE- PONSE SYNDICALE AU NI- VEAU INTERNATIONAL ?

Cela nécessite que nous posions rapidement des actes concrets tout en tenant compte des situations spécifiques de chaque pays. Il appartient avant tout au mouvement syndical

européen de repousser les appels à l'union nationale, émanant du patronat et des gouvernements qui tendent à l'enfermer dans des réflexes restreints et à le diviser ; il doit formuler une réponse adaptée à la dimension réelle de la situation et la soutenir par une coordination efficace des luttes.

A partir de cette évaluation de la situation, la FLM, la FGM, la FTM ont constaté une convergence des orientations de leur politique syndicale et des objectifs de luttes, qui mobilisent les travailleurs de la métallurgie, notamment en ce qui concerne le maintien et la progression du pouvoir d'achat, le changement des conditions de travail et la garantie de l'emploi.

Ces objectifs sont étroitement liés et correspondent à une réorientation de l'économie vers la satisfaction des exigences sociales prioritaires. En effet, défendre le pouvoir d'achat signifie non seulement des augmentations de salaire, mais aussi le relèvement des bas salaires et des retraites, et la lutte contre les augmentations de prix.

Cela exige aussi des réformes profondes dans ces aspects de la vie sociale qui, comme le logement, les transports, la fiscalité, la santé,

déterminent en définitive, la valeur réelle du et pouvoir d'achat et de la qualité de la vie.

Il s'agit d'un côté d'empêcher une politique des revenus qui veut diviser les travailleurs, et de l'autre, d'aboutir à une répartition différente du revenu national en faveur de l'ensemble des travailleurs.

Il faut donc que les syndicats et les travailleurs développent leurs actions et initiatives sur les conditions de travail, les heures supplémentaires, les cadences, la quantité et l'utilisation des effectifs. Il faut exiger un emploi pour tous, ce qui signifie non seulement que tous les salariés doivent conserver leur travail, quelle que soit la forme de leur rapport de travail, mais aussi une intervention des syndicats pour obtenir des politiques d'investissement assurant le développement en nombre et en qualité des emplois et leur distribution dans le territoire.

Il faut revendiquer une politique de production orientée vers la satisfaction des besoins collectifs. Ce sont là des aspects indissociables d'une action syndicale qui se propose de donner à la crise la réponse de fond et concrète des travailleurs.

## EN CONCLUSION

La FLM, la FGM et la FTM estiment qu'il est nécessaire de développer une confrontation entre les organisations européennes de la métallurgie, afin d'élaborer des plateformes revendicatives et de parvenir à des actions communes face à la crise.

La situation, aussi bien que le développement des luttes démontrent la possibilité et l'urgence d'une première action commune des métallurgistes européens, sur les objectifs spécifiques du salaire, de l'emploi et des conditions de travail.

Les 5 fédérations soulignent avec satisfaction le développement des relations syndicales unitaires en Europe. Ce développement confirme les positions exprimées dans leur document du 3 novembre 1972 quant au rôle d'impulsion et de coordination des luttes que la F.E.M. (Fédération Européenne des Métallurgistes) pourrait jouer par rapport à toutes les organisations européennes de la métallurgie.

Nos fédérations interviendront dans ce sens au niveau de la F.E.M. pour qu'elle provoque une rencontre de toutes les organisations syndicales représentatives. Cette rencontre permettrait, après analyse, de décider de la forme de la riposte à l'échelon européen.

Dans l'immédiat, en ce qui concerne nos deux pays, poursuivant notre programme d'initiative commune, nous avons décidé :

- de réunir, dans les meilleurs délais, les responsables de l'action revendicative pour définir un programme d'action permettant de développer l'action dans les entreprises sur des objectifs communs,
- d'organiser des rencontres au niveau des responsables de branches pour dégager les grandes lignes d'une action à ce niveau ; dans l'immédiat, une rencontre est prévue pour l'Automobile,
- de tenir une session commune sur les conditions de travail portant plus particulièrement sur le travail en chaîne, ainsi qu'une session sur l'immigration.

Ces initiatives ont pour but de favoriser la rencontre des militants à tous les niveaux, constituant un pas important vers une action de caractère international de tous les métallurgistes sur des objectifs communs.



Fédérations françaises Métallurgie :  
F.G.M. /C.F.D.T. - F.T.M. /C.G.T.  
Fédérations italiennes Métallurgies : F.L.M.  
(FIM /CISL - UILM /UIL - FIOM /CGIL)

## COMMUNIQUE

*Les Secrétariats nationaux des Fédérations Françaises et Italiennes de la Métallurgie, réunies à Rome du 26 au 28 février 1974, ont procédé, en particulier, à l'examen de la situation du mouvement syndical en Amérique Latine.*

*Rendant hommage aux sacrifices du peuple et des travailleurs chiliens luttant pour la reconquête de la liberté et des droits démocratiques, elles ont renouvelé leur salut à la mémoire de tous ceux qui sont tombés et qui tombent encore sous les coups des militaires fascistes et de leurs complices.*

*Les Fédérations ont souligné l'emprise du capitalisme international sur la vie et le développement des peuples, et les interventions des firmes multinationales empêchant, particulièrement, les pays en voie de développement, de choisir librement les voies et les moyens leur permettant de construire le système politique et économique qui leur convient.*

*Les fédérations déclarent apporter tout leur appui à la Confédération Unitaire des Travailleurs chilienne et à ses Syndicats luttant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Chili, contre la dictature militaire.*

*Elles lancent un appel aux métallurgistes français et italiens pour qu'ils continuent d'assurer la solidarité matérielle nécessaire.*

*Le mouvement syndical international se doit d'exercer les pressions et les actions pour que soient rétablies les conditions du libre exercice de la démocratie et, qu'en tout premier lieu, soient obtenues la libération des emprisonnés, la fin des arrestations, poursuites et exactions, exercées par les militaires contre les travailleurs et les démocrates.*

*Les fédérations approuvent donc toutes les initiatives permettant d'envoyer des missions syndicales internationales unitaires au Chili.*

*Informées, d'autre part, de la situation difficile du mouvement syndical au Brésil, les fédérations dénoncent la vague de répression et de torture qui vient de s'abattre récemment sur les militants syndicalistes ou démocratiques du Brésil, particulièrement à l'égard de responsables syndicalistes de la métallurgie. Les Fédérations demandent aux organisations syndicales internationales d'intervenir auprès des organismes internationaux, en particulier l'O.I.T., pour qu'une enquête soit effectuée et que cessent la répression et les tortures, que soient libérés les prisonniers.*

*Les fédérations s'adressent à toutes les organisations des métallurgistes en Europe partageant leurs préoccupations, pour que se développe l'information des travailleurs sur la situation du mouvement syndical en Amérique Latine, en lutte pour l'indépendance politique et économique, pour la défense des intérêts et des libertés de la classe ouvrière.*

*Elles demandent aux organisations nationales des métallurgistes en Europe, d'interpeller leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci interviennent d'urgence, par tous les moyens en leur pouvoir, auprès des régimes qui s'opposent à l'exercice de la démocratie.*

*Les fédérations françaises et italiennes de la métallurgie, dans le cadre de leur programme permanent de collaboration et d'action, échangeront toutes les informations en leur possession et prendront en commun les initiatives qui s'avèreraient nécessaires à leur niveau.*

ROME, le 28 février 1974

## DECLARATION

### DES FEDERATIONS ITALIENNES ET FRANCAISES

#### F.G.M./C.F.D.T. - F.T.M./C.G.T. - F.L.M.

---

*Dans le cadre de leurs rapports de coopération et d'actions, les Fédérations de la Métallurgie de France et d'Italie, F.T.M./C.G.T. - F.G.M./C.F.D.T. et F.L.M., se sont rencontrées à Rome du 26 au 28 février, au niveau de leurs secrétariats nationaux respectifs.*

*Ayant examiné la situation dans les deux pays, aussi bien qu'au niveau européen, elles jugent que la crise énergétique n'est qu'un aspect nouveau et plus aigu d'une situation économique internationale, qui déjà depuis plusieurs années se manifeste par une crise monétaire grave, une poussée inflationniste croissante et aussi par une contradiction toujours plus marquée entre la politique et les intérêts des pays capitalistes et ceux de l'ensemble des pays sous-développés.*

*Cette crise qui touche aux rouages mêmes de l'économie capitaliste mondiale est utilisée par les Etats-Unis afin de renforcer leur hégémonie sur l'économie internationale.*

*La solution que proposent les patronats et les gouvernements est claire. Elle se fonde sur une inflation qui frappe le pouvoir d'achat, vise à réduire la consommation intérieure pour favoriser l'exportation et la recherche maximum du profit. Le but recherché conduit à une vaste restructuration et à une concentration internationale ultérieure de la production industrielle. Ces solutions tendent à affaiblir la capacité d'action du mouvement syndical, pour permettre notamment au capital d'utiliser la main d'œuvre au gré de sa politique.*

*Ces efforts pour maintenir un mode de développement capitaliste, que les faits eux-mêmes remettent en cause, retombent sur toutes les couches travailleuses, auxquelles on demande de supporter les frais des solutions patronales de la crise en cours.*

*Cette attaque délibérée au pouvoir d'achat, cette aggravation sensible des conditions de travail, ces atteintes au niveau de l'emploi ont des dimensions internationales et de longue portée. En Europe les gouvernements peuvent adopter des positions différentes et même divergentes, mais le fond de leur politique économique et sociale est le même partout.*

*Tout en tenant compte des situations spécifiques de chaque pays, le mouvement syndical européen doit donc repousser les appels à l'union nationale, émanant du patronat et des gouvernements, qui tendent à l'enfermer dans des réflexes restreints et à le diviser ; il doit formuler une réponse adaptée à la dimension réelle de la situation et la soutenir par une coordination efficace des luttes.*

*A partir de cette évaluation de la situation, nos fédérations ont constaté une convergence des orientations de leur politique syndicale et des objectifs de luttes qui mobilisent les travailleurs de la métallurgie en France et en Italie, notamment en ce qui concerne le maintien et la progression du pouvoir d'achat, le changement des conditions de travail et l'emploi.*

*Ces objectifs sont étroitement liés et correspondent à une réorientation de l'économie vers la satisfaction des exigences sociales prioritaires. En effet, défendre le pouvoir d'achat signifie non seulement des augmentations de salaire, mais aussi le relèvement des bas salaires et des retraites et la lutte contre les augmentations de prix.*

*Cela exige aussi des réformes profondes dans ces aspects de la vie sociale qui, comme le logement, les transports, la fiscalité, la santé, déterminent en définitive la valeur réelle du pouvoir d'achat et de la qualité de la vie.*

*Il s'agit, d'un côté, d'empêcher une politique des revenus qui veut diviser les travailleurs et, de l'autre, d'aboutir à une répartition différente du revenu national en faveur de l'ensemble des travailleurs.*

*Il faut que les syndicats et les travailleurs renforcent leurs initiatives sur les conditions de travail, les heures supplémentaires, les cadences, la quantité et l'utilisation des effectifs. Il faut exiger un emploi pour tous, ce qui signifie non seulement que tous les salariés doivent conserver leur travail, quelle que soit la forme de leur rapport de travail, mais aussi une intervention des syndicats pour obtenir des politiques d'investissement assurant le développement en nombre et en qualité des emplois et leur distribution dans le territoire.*

*Il faut revendiquer une politique de production orientée vers la satisfaction des besoins collectifs. Ce sont là des aspects indissociables d'une action syndicale qui se propose de donner à la crise la réponse de fond et concrète des travailleurs.*

*Nos fédérations estiment qu'il est nécessaire de développer une confrontation entre les organisations européennes de la métallurgie, afin d'élaborer des plateformes revendicatives et de parvenir à des actions communes face à la crise.*

*En effet, la situation aussi bien que le développement des luttes démontrent la possibilité et l'urgence d'une première action commune des métallurgistes européens, sur les objectifs spécifiques du salaire, de l'emploi et des conditions de travail.*

*Nos fédérations soulignent avec satisfaction le développement des relations syndicales unitaires en Europe. Ce développement confirme les positions exprimées dans leur document du 3 novembre 1972 quant au rôle d'impulsion et de coordination des luttes que la F.E.M. (Fédération Européenne des Métallurgistes) pourrait jouer par rapport à toutes les organisations européennes de la métallurgie.*

*Elles demandent à la F.E.M. de provoquer une rencontre de toutes les organisations syndicales représentatives. Cette rencontre permettrait après analyse de décider de la forme de la riposte à l'échelon européen.*

*Les Fédérations françaises et italiennes poursuivant leur programme d'initiatives communes ont en outre décidé de réunir dans le courant du mois de mars les responsables de l'action revendicative pour définir un programme d'action au niveau des entreprises dans différentes branches d'industrie.*

*Elles ont aussi décidé une rencontre dans le secteur de l'automobile, pour examiner la situation et le développement de l'action. Elles tiendront, dans le courant du mois de juin, un séminaire sur les conditions du travail en chaîne, ainsi qu'une rencontre sur les problèmes de l'immigration, à l'automne prochain.*

ROME, le 28 FEVRIER 1974

# AEROSPATIALE

Les 1er et 2 mars s'est tenue à BAYONNE l'Assemblée Générale des S.S.E. de l'U.F.I.A. (Union Fédérale de l'Industrie Aéronautique de la F.G.M.). Durant ces deux jours, une quarantaine de militants a eu à travailler sur deux points mis à l'ordre du jour :

- avenir et développement de l'Industrie,
- définition d'objectifs pour une politique d'action revendicative propre à la branche.

---

## AVENIR ET DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

---

### Etre cohérents avec nous-mêmes

La C.F.D.T., lors de son 35ème congrès, a opté pour une stratégie de transformation de la société dans une perspective socialiste.

Aujourd'hui, la C.F.D.T. s'interroge sur la définition d'objectifs significatifs de transformation qui puisse s'inscrire d'ores et déjà en termes revendicatifs dans notre stratégie d'action. Il ne s'agit pas d'une démarche théorique. Pour les militants de l'U.F.I.A., cela suppose de s'interroger sur les réalités vécues par les travailleurs et participer en cela à l'analyse de l'organisation toute entière. Il serait en effet incohérent d'exclure la politique industrielle de notre stratégie syndicale, pour ne prendre en compte que les aspects sociaux et économiques.

### Une industrie Aéronautique pour quoi faire ?

Telle qu'elle se présente actuellement, l'industrie aéronautique et spatiale a une triple vocation : civile, militaire et scientifique.

- le militaire représente plus de la moitié de la production nationale totale,

- le civil a pour fonction évidente de créer les moyens de circulation des marchandises et des personnes par avions et des idées par satellites,
- le scientifique occupe une place non négligeable dans le spatial en particulier, pour l'étude de la haute atmosphère ou des recherches géophysiques. En ce qui concerne la C.F.D.T., nous pouvons affirmer que l'industrie aéronautique et spatiale est indispensable dans le cadre de sa vocation civile et scientifique parce qu'elle est le garant de la possibilité :

- de satisfaire les besoins de transport et de communication des hommes,
- d'une politique dynamique de l'emploi,
- d'une stratégie industrielle indispensable à la création des biens nécessaires aux travailleurs,
- d'un choix autonome du peuple français, de promouvoir un type de société qu'il aura choisi.

Par contre, les fabrications militaires posent à la C.F.D.T. le principe même d'une réorientation complète de toute une partie de l'industrie Aéronautique.

*C'est à partir de ces orientations que l'Assemblée Générale des sections syndicales de l'U.F.I.A. a été amenée à commencer une réflexion que nous devons approfondir dans l'organisation.*

## Le Marché Aéronautique

L'analyse des flottes des compagnies françaises conduit à affirmer que le marché intérieur ne suffit pas pour atteindre le seuil de rentabilité pour les matériels civils. Par contre, l'Europe constitue un marché suffisant, à condition d'exclure tout projet concurrentiel. Ceci nous conduit à faire les propositions suivantes :

- dégager une politique d'ensemble des transports incluant tous les types de transport : fer, route, mer, air. Dans ce cadre-là, définir le rôle spécifique de l'Aéronautique.
- l'ensemble de cette politique doit être établi sur des bases démocratiques par la confrontation entre les usagers, les producteurs et les pouvoirs publics.

## L'Aéronautique au service des Masses

Le transport aérien revêt aujourd'hui le caractère de moyen de transport réservé aux privilégiés.

Ceci nous amène à revendiquer :

— une véritable démocratisation des transports aériens par :

- le développement d'avions de capacité et de rayons d'action adaptés aux besoins du plus grand nombre,
- simplification de l'accès à ce moyen de transport,
- amélioration des rotations entre les métropoles régionales.

## Les études et les recherches

Dans ce domaine, l'élaboration d'une politique de recherche et de développement axée sur la satisfaction des revendications des populations et des travailleurs devrait être revendiquée :

- pour réaliser des avions accessibles à tous,
- pour faire progresser l'ensemble de l'industrie par ses retombées scientifiques et technologiques,
- pour résoudre au mieux les problèmes du bruit et de pollution.

## La coopération industrielle

Elle s'impose aux pays d'Europe.

Le risque qui apparaît est celui de la dévalorisation progressive des petites et moyennes entreprises entraînant la sous-traitance et une spécialisation du travail.

La C.F.D.T. se doit donc de veiller à ce que les opérations de coopération sauvegardent à travers la répartition du travail, la capacité technique des entreprises françaises coopérantes et l'équilibre de l'emploi dans les régions où elles sont implantées.

## Complémentarité des différents secteurs industriels de l'Aéronautique

L'industrie aéronautique se subdivise en trois secteurs :

- cellules,
- moteurs,
- équipements,

Si l'industrie perdait la réalisation de l'un de ces trois éléments, nous perdriions du même coup la possibilité de choisir nos propres productions.

La C.F.D.T. doit donc exiger :

En raison du caractère essentiel de leur complémentarité, le maintien des trois secteurs.

## L'emploi dans l'Aéronautique

Les derniers chiffres de la C.E.E. font apparaître la dégradation constante de la part prise par l'industrie européenne dans la fourniture des flottes aériennes en Europe. Elle passe de 30 % en 1970 à 19 % en 1973. Ceci prouve que le marché existe.

La C.F.D.T. est donc amenée à considérer :

- que l'industrie n'est pas surdéveloppée,
- qu'il y a possibilité dans le domaine civil au développement de l'emploi,
- que l'équilibre de l'emploi doit être sauvegardé tant dans le domaine qualitatif (en s'opposant à la destruction des bureaux d'études par exemple) que régional (en luttant pour le maintien des entreprises dans le cadre de leurs implantations régionales actuelles).

## Les programmes en cours et l'avenir de l'Industrie

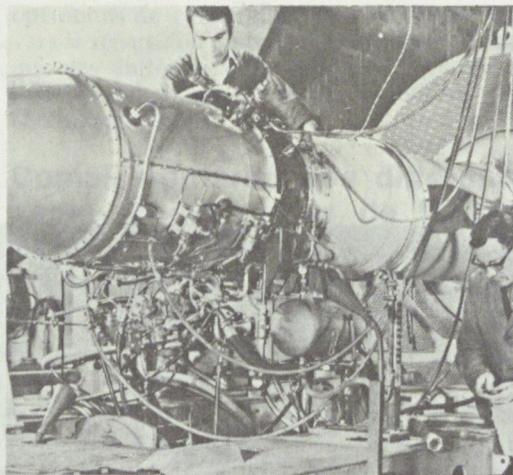
Aujourd'hui, les principaux programmes européens et français dans le domaine civil sont compromis :

- **CONCORDE** : 9 appareils vendus seulement à deux compagnies,
- **MERCURE** : 10 appareils vendus à une compagnie
- **AIR-BUS** : mieux placé, mais dont la commercialisation reste précaire.



La C.F.D.T. doit interroger les pouvoirs publics pour :

- que dans le cadre d'une politique d'ensemble, la place de ces différents programmes soit définie, et que les moyens nécessaires à leur commercialisation soient dégagés,
- qu'il soit tenu compte du rôle spécifique de CONCORDE dans le développement industriel d'ensemble, même si la rentabilité commerciale n'est pas assurée,
- pour que l'emploi soit maintenu.



---

## DEFINITION D'OBJECTIFS POUR UNE POLITIQUE D'ACTION REVENDICATIVE DE LA BRANCHE

---

Trois sujets de réflexion étaient soumis au débat de l'Assemblée Générale :

- la répression,
- les objectifs revendicatifs,
- L'emploi.

### La Répression

La répression dans l'Aéronautique atteint un niveau jamais égalé jusqu'ici, plus particulièrement à Toulouse et Marignanne.

L'Assemblée Générale a bien confirmé la nécessité de développer l'action dans les entreprises pour le respect du droit syndical.

### Les objectifs revendicatifs

Concernant la politique revendicative, nous avons retenu en priorité les salaires et pouvoir d'achat. Une constatation a été faite :

— Toutes les plateformes des diverses inters formulent cette revendication sous forme de somme uniforme au titre du rattrapage pour 1973.

En ce qui concerne sa progression pour 1974, les inters revendiquent des augmentations soit en-

tièrement uniformes, soit en partie hiérarchisées, en fonction des réalités de chaque entreprise.

Cette situation nous a amené à préciser que, si dans la période actuelle, les travailleurs étaient légitimement amenés à revendiquer des augmentations entièrement uniformes, cette pratique ne pouvait être qu'occasionnelle, et qu'il était opportun de profiter de la situation créée pour débattre avec les travailleurs de la politique salariale de la F.G.M., concernant le salaire en deux éléments.

### L'EMPLOI

La réflexion de l'Assemblée Générale a, bien sûr, pris en compte la situation créée par le problème du CONCORDE. Le maintien et la garantie de l'emploi ont été situés dans le développement de l'industrie. Ce débat a permis de dégager les orientations qui ont fait l'objet de la 1ère partie de ce rapport.

Dans l'immédiat, l'action doit se développer dans les entreprises de manière à opposer le rapport de forces à toute tentative qui porterait atteinte à la sécurité de l'emploi des travailleurs.

# LA MACHINE-OUTIL :

## UN DEVELOPPEMENT INDISPENSABLE

Du 13 au 15 mars 1974, une session nationale de la branche Machine-Outil de la F.G.M.-C.F.D.T. a réuni à ANGERS une trentaine de militants des principales entreprises du secteur.

### ANALYSE ECONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

La France est au 5ème rang de la production de la machine-outil dans le monde, derrière l'Allemagne de l'Ouest (qui produit près de 5 fois plus), l'U.R.S.S., U.S.A. et le Japon, et devant l'Italie et la Grande-Bretagne.

C'est donc un secteur important de l'équipement qui emploie environ 27 000 personnes dispersées dans 200 entreprises ; il est important de noter que 4 entreprises seulement emploient plus de 1 000 personnes et qu'elles font à elles seules 25 % du chiffre d'affaire. L'effectif moyen des entreprises est de 135 personnes.

En 1973, la production en valeur a été chiffrée à 2 270 millions de F. Progression de 8,3 % par rapport à 1972 et le tonnage de 96 500 tonnes en progression de 4,2 %, secteur déficitaire au niveau de la balance commerciale ; il faut savoir que 50 % du marché français est assuré par les importations provenant principalement de l'Allemagne de l'Ouest. Malgré une progres-

sion sensible des exportations (+ 23 % en valeur et + 22 % en poids), la balance reste fortement déficitaire (403 millions de francs).

Il est important de remarquer que les entreprises françaises consommatrices de machines-outils se tournent vers l'étranger, alors que ces machines, qui sont importées, sont fabriquées par les constructeurs français.

Cette industrie est très dépendante de la conjoncture des autres secteurs (automobile, aéronautique, etc...) et sa politique d'investissement est donc très fluctuante, elle se trouve incapable d'assurer les besoins en haute conjoncture, ce qui entraîne des achats à l'étranger. Compte tenu de l'érosion monétaire, le léger accroissement des investissements constaté se solde finalement par une stagnation en valeur.

La constatation générale est que l'industrie de la machine-outil piétine, alors qu'elle devrait être en plein développement. Les pouvoirs publics ont donc une grande responsabilité pour assurer au secteur de la machine-outil le soutien nécessaire à ce développement.

Les fusions ou accords actuels qui conduisent à une plus grande concentration de la production ne conduisent pas au développement de la main-d'œuvre du secteur machine-outil.

Le point des carnets de commandes annonce un 2ème semestre assez peu chargé actuellement.



## POUR LES TRAVAILLEURS DE LA MACHINE-OUTIL : régression sociale et déquali- fication.

L'accroissement de la production machine-outil, alors que les effectifs sont stagnants, traduit une productivité plus importante subie par les travailleurs dans leur condition de travail.

Le problème de l'emploi reste une préoccupation après les vagues de licenciements en 1972 et 1973, et le blocage de l'embauche dans de nombreuses entreprises, se traduit par une régression des effectifs. (Gambin-F.M.O.).

La technologie nouvelle des machines-outils (commande numérique, usinage par électro-érosion...) se traduit par une baisse considérable de la production de machines traditionnelles.

La branche compte un niveau de qualification élevé des ouvriers professionnels ou techniciens, mais le patronat entretient un tel climat de sous-qualification et des moyennes de salaires si peu florissantes que les jeunes ne restent pas ou n'entrent pas dans cette branche qui leur paraît si peu dynamique et sans perspective d'avenir pour leur carrière professionnelle.

Il est à noter d'ailleurs que de nombreuses luttes menées dans le secteur machine-outil ont porté principalement sur les classifications et les salaires (CNMP Berthiez - Renault-Somua, L.M.B. Vierzon - CIT Alcatel - Gambin...). La pratique du salaire au rendement (Bonis) tend à diminuer sous l'action des sections syndicales et des travailleurs et à être intégré dans le salaire (HES - Ratier-Forest).

## LES PERSPECTIVES

**L'action à mener :** les sections syndicales présentes ont décidé de mener différentes actions au niveau de leurs entreprises.

### 1. - Pour la progression du Pouvoir d'achat

Par une augmentation différenciée des salaires mettant en avant notre politique de salaire en deux parties (salaire de progrès et salaire de fonction).

Dans la période d'inflation actuelle, la partie uniforme de l'augmentation devra être plus forte pour permettre une augmentation plus rapide et plus importante des bas salaires.

## 2. - Sur les classifications

Face à l'anarchie actuelle des classifications et pour appuyer les négociations en cours avec l'U.I.M.M. au plan national, les sections syndicales populariseront et mobiliseront les travailleurs autour de la grille unique de classification de l'O.S. à l'ingénieur, défendue par la F.G.M. - C.F.D.T.

## 3. - Sur les conditions de travail

Des actions importantes sont à développer dans les ateliers et les bureaux pour l'amélioration des conditions de travail et pour contraindre le patronat à résoudre par de véritables modifications et aménagements des conditions d'hygiène, de sécurité et de pénibilité qui existent à certains postes de travail.

Les travailleurs s'opposeront également à l'accroissement des rendements qui se fait au détriment de leurs conditions de travail.

## 4. - L'emploi

Les sections syndicales s'opposeront à tous licenciements pour imposer au patronat une véritable solution au problème de l'emploi qui pourrait se poser notamment par la réduction du temps de travail à 40 h. sans perte de salaire et par la pré-retraite à 60 ans avec maintien d'au moins 80 % du salaire.

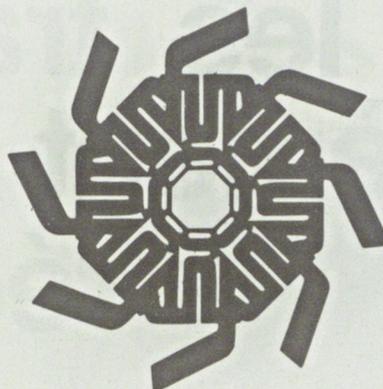
La responsabilité des pouvoirs publics est engagée pour assurer le développement du secteur machine-outil et assurer le plein emploi.

## 5. - Extension des libertés syndicales

# L'ORGANISATION DE LA BRANCHE

Les sections présentes ont décidé de développer la coordination de la branche machine-outil de la F.G.M.-C.F.D.T. pour opposer au patronat une réponse syndicale efficace et défendre au mieux les intérêts des travailleurs du secteur machine-outil.

Un bureau a été élu qui comprend des responsables des sections d'H.E.S., Renault Machine-outil, Ratier-Forest - C.N.M.P. Berthiez - CIT Alcatel.



## LE 36e CONGRES DE LA F.G.M. EST REPORTE

Suite à l'évolution assez imprévue de la situation politique et de ses conséquences possibles sur le déroulement normal de notre Congrès, il a été décidé de le reporter au mois de novembre 1974. La nouvelle période retenue, en fonction des possibilités des organismes Grenoblois, a été fixée à fin novembre (21 au 24 novembre).

Cette décision a été prise après consultation des Unions Métaux.

Le B.R.S. du 10 avril 1974 — 7 /74 explique plus en détail les raisons de ce report.

## MACHINISME AGRICOLE et TRAVAUX PUBLICS :

# les travailleurs sèment les patrons récoltent

32 délégués représentant 17 entreprises, dont toutes les grandes entreprises multinationales de ce secteur industriel qui occupe près de 80 000 salariés, se sont réunis en session d'étude à CHATEAUBRIANT (Loire-Atlantique) les 20-21-22 février 1974.

### SITUATION ECONOMIQUE

Il ressort, à l'examen de la situation économique, étudiée sous l'angle national, européen et mondial (avec la participation de Karl Casserini, responsable du secteur d'Etudes Economiques de la Fédération Internationale des Organisations des travailleurs de la Métallurgie F.I.O.M.) que la situation est « euphorique » pour le patronat : productions, bénéfices, investissements sont en progression très importante quasiment partout. Le chiffre d'affaires du Machinisme agricole, par exemple, est passé de 3,360 milliards en 1971 à 4,140 milliards pour 1972 et les chiffres d'affaires pour 1973 s'annoncent encore bien supérieurs.

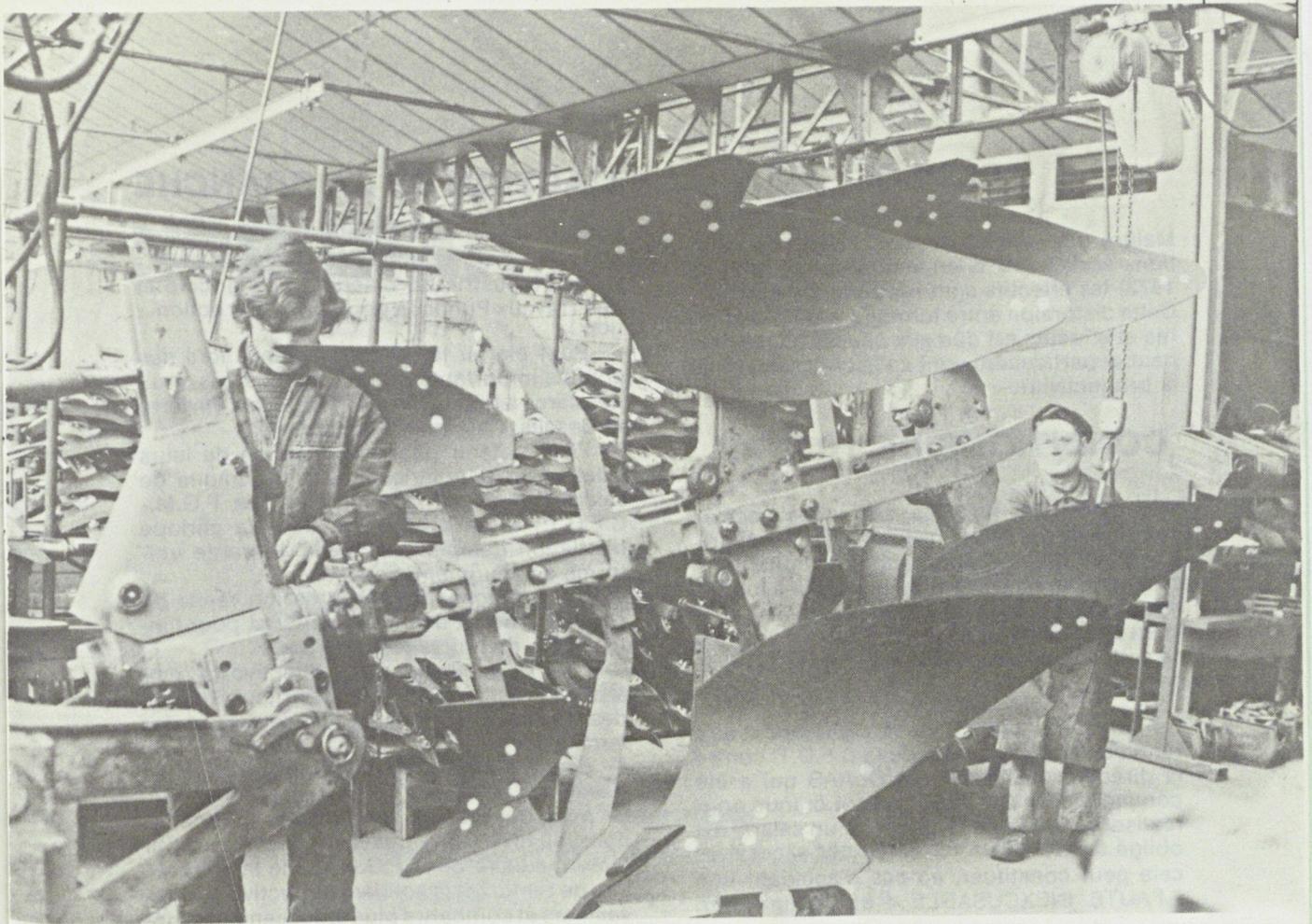
Les carnets de commandes de toutes les entreprises sont pleins à craquer, à tel point que la demande est supérieure à la capacité de production des entreprises. Cette prospérité — entre guillemets — ne doit pas faire oublier que sur les plans Français et Européen, nous

sommes au sommet d'une pointe conjoncturelle, et que le caractère cyclique de cette industrie n'est que trop connu.

Il ne faut pas oublier non plus que le développement de leur industrie est étroitement lié au pouvoir d'achat des paysans et que les orientations technologiques des grosses entreprises multinationales, dont les productions sont développées principalement au niveau des tracteurs de puissance accrue, ne correspondent pas nécessairement à l'équipement des petites exploitations agricoles.

Par ailleurs, cette augmentation de la production n'est maintenue dans la plupart des cas que par un appel :

- \* aux heures supplémentaires (parfois un nombre plus élevé que le maximum légal).
- \* à la main-d'œuvre des travailleurs immigrés et parfois féminine à des postes pénibles (fonderie, meulage, grosse soudure) ces catégories étant sur-exploitées par des conditions de travail et de rémunération très mauvaises.
- \* à la recherche d'une productivité plus importante, par l'accélération des cadences et la détérioration des conditions de travail.
- \* à la main-d'œuvre des travailleurs intérimaires et par un accroissement important de la sous-traitance.



Il faut noter également derrière ce « boum », la concurrence à laquelle se livrent les trusts multinationaux et les restructurations, concentrations, fusions, dont les travailleurs font les frais et qui accentuent la domination des trusts américain ou Anglocanadien. Ce phénomène touchera de plus en plus les petites ou moyennes entreprises notamment de caractère national dont les moyens sont insuffisants pour supporter leur développement ou les effets de crises.

Il faut noter aussi les investissements anarchiques, investissements considérables, en cours ou en projet, au coup par coup pour les entreprises nationales ou au contraire stratégie mondiale des trusts multinationaux. De même, pour les trusts multinationaux, il faut remarquer les manipulations monétaires et fiscales, ces sociétés jonglant au niveau de leur bilan, tronquant les informations financières et industrielles, jouant sur les législations nationales pour assurer et augmenter leur profit.

## SITUATION SOCIALE

Les moyennes d'augmentation des salaires dans la branche machinisme agricole et Travaux publics sont restées limitées dans la plupart des cas à un simple maintien du pouvoir d'achat et que, pour certaines entreprises les augmentations ont même été inférieures à l'augmentation du coût de la vie. Les modes de rémunération sont encore très liés à la production au rendement aliénant encore plus les travailleurs à leurs machines.

Les disparités et les inégalités de statut sont très importantes dans l'ensemble de la branche. A titre d'exemple pour les salaires, on relève les écarts maximum suivants :

GOUVY	
manceuvre .	922 F
OP3 .....	1 695 F
SAMBRON	
.....	1 407 F
.....	2 261 F

## EMPLOI

Malgré une hausse importante des productions sorties (19 % en volume entre 1971 et 1972) les effectifs sont restés inchangés. Cette distorsion entre tonnage, chiffre d'affaires et effectifs est due aux causes citées plus haut et particulièrement à l'accroissement de la productivité.

## CONDITIONS DE TRAVAIL

Stagnation des effectifs, cadences accélérées, insuffisance de l'hygiène et de la sécurité, entraînent une dégradation des conditions de travail, spécialement au niveau des fonderies et des chaînes de productions, au détriment de la santé et de la sécurité des salariés de cette industrie entraînant maladies et accidents.

Un jugement récent vient d'ailleurs d'être rendu suite à une action de la C.F.D.T. contre la direction de la Société CLAAS qui a été condamnée en Cours d'Appel : Lorsque pour réaliser sa prime de rendement, un salarié est obligé de respecter des cadences excessives cela peut constituer, en cas d'accident une « FAUTE INEXCUSABLE » de l'Employeur.

C'est là une victoire importante des travailleurs.

## SITUATION SYNDICALE

La représentativité importante de la F.G.M.-C.F.D.T. dans la Branche Machinisme Agricole et Travaux Publics et les actions importantes menées depuis deux ans témoignent d'un dynamisme certain de notre action syndicale et de la combativité des travailleurs.

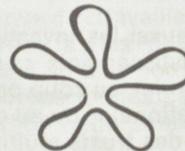
Nous constatons toutefois une répression patronale ouverte ou dissimulée qui s'accroît sur les travailleurs et leurs délégués (licenciements, déclassements, mutations) et qui démontre la volonté des patrons de s'opposer aux revendications des travailleurs aussi bien au plan national que dans les Entreprises. Il faut noter particulièrement la mise en place et le renforcement des contrôles médicaux à domicile mettant en cause les accords de mensualisation et cherchant à en limiter la portée.

## L'ACTION DE LA BRANCHE

Les délégués C.F.D.T. réunis à cette session appellent les Sections Syndicales d'Entreprise de l'Industrie du Machinisme Agricole et des Travaux Publics à poursuivre leur action :

- Pour élargir les succès obtenus lors des conflits importants qui ont marqué ces deux dernières années (Massey-Ferguson, Rivierre et Casalis, Caterpillar, Sambron...)
- Pour obtenir une revalorisation de leurs salaires en popularisant la grille unique de salaires et de classifications de la F.G.M.-C.F.D.T., et en privilégiant dans la période d'inflation galopante actuelle, la partie uniforme des augmentations.
- Pour imposer une progression réelle du pouvoir d'achat des travailleurs, et pour l'intégration de toutes les primes.
- pour exiger une garantie effective de l'emploi de tous les travailleurs, particulièrement des travailleurs immigrés, des jeunes et des femmes.
- pour améliorer les conditions de vie et de travail des salariés.
- pour développer les contacts internationaux, au niveau des trusts multinationaux par l'intermédiaire de la F.G.M. et de la F.I.O.M., afin de renforcer la solidarité effective des travailleurs et combattre plus efficacement la politique de ces trusts.

Les délégués présents ont décidé de renforcer leurs structures et ont désigné un Conseil et un bureau de Branche, afin de coordonner leur action, et de développer l'activité syndicale dans ce secteur de l'industrie.



# sommaire

- EDITO : Un élan favorable .....1
- LA C.F.D.T. dans un combat politique 3 /4
- Pour développer l'action au plan  
Européen .....5 /9
  - Communiqué .....10
  - Déclaration des Fédérations  
Italiennes et Françaises .....11 /12
- Aérospatiale .....13 /16
- La machine outil : Un développement  
indispensable .....17 /18
- Machinisme agricole et travaux  
publics : Les travailleurs sèment, les  
patrons récoltent. .... 19 /22

Bi-mensuel N° 396 — Mai 74  
5, rue Mayran, 75009 PARIS  
Tél : 878.14.50-28062.43 - CCP PARIS 5350 - 43

---

Le Directeur-Gérant: A. MERCIER - Abonnement: 11F

IMP. ARTESSENE - LEVIN